

## Le terrorisme et l'Europe

(*Le Monde* du 19 octobre 2001)

Les buts de guerre immédiats des Américains sont clairs. Il s'agit de démanteler les réseaux de Ben Laden et de faire tomber le régime des Talibans qui les protège et refuse de les livrer. Ces opérations réussiront-elles et en combien de temps ? Nous n'en savons rien. Pas plus que nous ne savons si les attaques terroristes reprendront sous des formes nouvelles et quels effets produiront les hostilités sur les autres pays musulmans. En politique, les grandes actions entraînent des conséquences incertaines. Or, seule la connaissance des conséquences permet, le moment venu, de savoir si une politique a été efficace ou non. Comme les Européens ne siègent pas au tribunal de l'Histoire, c'est sur le certain qu'ils ont à se prononcer, en acceptant de partager les risques pris par leurs alliés.

Il est certain que l'Amérique devait réagir. L'ampleur et la cruauté des attentats, le nombre des victimes, la nécessité de dissuader le terrorisme international, l'influence exercée par les Etats-Unis au Moyen-Orient, leur prestige et leur rang dans le monde, la justice qu'ils doivent rendre eux-mêmes puisqu'aucune autorité n'est assez forte pour le faire à leur place : toutes ces raisons les obligeaient à répliquer. Les Européens ont reconnu, dans leur immense majorité, qu'elles étaient légitimes.

Pourquoi doivent-ils être solidaires ? L'événement du 11 septembre et l'émotion suscitée en Europe ont montré l'étroite parenté des peuples des deux côtés de l'Atlantique. En France et en Grande-Bretagne subsiste un sentiment de gratitude à l'égard des Etats-Unis qui, à trois reprises, en 1917, 1941 et 1947, ont contribué de façon décisive à préserver les libertés en Europe.

Admettons pourtant que la parenté et la morale ne suffisent pas. Deux arguments politiques justifient cette solidarité.

L'Europe est aussi vulnérable que les Etats-Unis au terrorisme. Peut-être même plus. Elle est proche du Moyen-Orient. Elle importe davantage de pétrole. Sa société est complexe, donc fragile. Par son passé et sa richesse, elle attise autant les ressentiments. Elle abrite une importante minorité musulmane, sensible aux troubles du Moyen-Orient. Le déséquilibre démographique entre Nord et Sud ne cesse de croître, avivant, d'un côté, les craintes et, de l'autre, la misère. Cette vulnérabilité fait que l'Europe a un intérêt puissant à dissuader toutes les formes de terrorisme international et à s'allier à ceux qui affrontent les mêmes dangers.

La deuxième raison est que les Européens n'ont pas proposé de politique de substitution. Or, rien ne sert de critiquer quand on n'offre pas de solution de rechange. Dans la lutte contre le terrorisme, les conseils avisés sur l'avenir du monde et sur le développement ne suffisent pas. Il existe des causes générales au ressentiment musulman à l'égard de l'Occident et, plus particulièrement, à l'égard des Etats-Unis, dont on peut admettre qu'elles alimentent les passions des terroristes. Mais l'inventaire des relations causales ne définit pas la réponse immédiate qu'il faut donner au défi du 11 septembre. Au mieux, il peut éclairer l'action à mener et orienter d'autres politiques aux effets plus lointains. Au pire, cet inventaire peut servir d'alibi à l'inaction et de masque à ceux qui veulent continuer à vivre comme si de rien n'était. En avril 1936, quand les troupes

allemandes, au mépris des traités, entrèrent en Rhénanie, les Anglais, et les Français qui les suivirent, étaient obsédés par les injustices du traité de Versailles et lui imputaient toute la responsabilité de la politique hitlérienne. C'est ce qui leur a fait préférer l'apaisement à l'usage réfléchi de la force. On n'échappe pas, par l'explication historique ou sociologique, aux dilemmes de l'action.

Etre solidaires ne veut pas dire que les Européens doivent approuver les maladresses des Américains, ni leur donner carte blanche pour tout ce qu'ils entreprendront. Les Etats-Unis n'ignorent ni la complexité de l'Orient ni que l'Afghanistan comprend des peuples différents. Il est donc vain, au nom d'une expérience coloniale ancienne, d'abreuver Washington de leçons. En revanche, les Européens peuvent déplorer qu'on ait parlé de « croisade » et stigmatisé la « lâcheté » des kamikazes, quitte à regretter, eux-mêmes, leur propos irréfléchi sur les « *cow-boys* », alors que ce qui caractérise les Etats-Unis n'est pas la précipitation mais la lenteur des préparatifs.

Pour ne pas donner carte blanche, encore faut-il avoir soi-même du jeu. C'est par leur présence active que les Britanniques se donnent le plus de chances d'infléchir l'Amérique. Mais admettons que nous puissions réellement influencer les Américains, sur quelle question faut-il peser ?

Deux points sont invoqués. Les Européens devraient, dit-on, inciter les Etats-Unis à faire pression sur Israël pour aboutir à un accord avec les Palestiniens afin de désamorcer ce qui serait la cause principale de l'insatisfaction dans la région et même du terrorisme. Sur ce problème, les Européens peuvent-ils se dissocier des Etats-Unis ? Du fait de la persécution et du génocide des Juifs, l'Europe porte une part de responsabilité dans la création de l'Etat d'Israël, ce qui réduit sa liberté d'action. Elle doit donc éviter, en se présentant en tiers, de gêner l'Amérique, dont la capacité d'influence sur les protagonistes est sans commune mesure avec la sienne, mais, au contraire, les aider à agir en faveur d'une partition raisonnable du territoire entre Israéliens et Palestiniens.

La seconde question concerne l'extension des frappes militaires à d'autres zones que l'Afghanistan. Américains et Anglais ont été ambigus sur ce point, peut-être de façon volontaire, pour parer à toute éventualité et pour exercer une menace dissuasive. L'administration américaine est divisée. Un manifeste inspiré par Richard Perle a dressé la liste des Etats ayant favorisé le terrorisme et a suggéré de punir l'Irak, la Syrie et même l'Iran (à cause du Hezbollah). Si cette thèse était adoptée, elle risquerait de radicaliser et de généraliser le conflit dans le sens souhaité par Ben Laden. Aussi y a-t-il peu de chance que les gouvernements européens s'y rallient. Il reste que le problème général de la dissuasion du terrorisme ne peut être esquivé et qu'il doit être abordé sans *a priori* dans sa totalité.

Pour l'instant, les Etats-Unis souhaitent une coalition large autour d'eux et une liberté de manœuvre complète en son sein. Si les Européens veulent jouer un rôle à la mesure de leur rhétorique et de leurs intérêts, ils doivent : **1°**- Admettre que quand on réduit ses dépenses militaires en pourcentage du produit national, comme l'ont fait la plupart des pays d'Europe, on réduit son influence. **2°**- Accepter que le soutien aux Etats-Unis ne soit pas figé dans des buts de guerre limitativement définis : ceux-ci peuvent être redéfinis en fonction des circonstances et doivent s'insérer dans une politique plus vaste concernant l'ensemble du monde musulman, l'approvisionnement énergétique, la lutte contre le terrorisme et le développement de la région. **3°**- Reconnaître que, dans cette grande politique, aucun Etat national en Europe n'a la dimension et la puissance requises pour jouer un rôle utile et exercer une influence réelle, et donc que l'Union européenne doit devenir le seul partenaire des Etats-Unis.

On a dit que c'en était fini de la construction européenne puisque la menace soviétique avait disparu. Oussama Ben Laden ne jouera sans doute pas un rôle comparable à celui joué par Joseph Staline pour unir les Européens. Mais, en nous faisant redécouvrir la fragilité de nos sociétés et la

nécessité de les défendre, il contribuera peut-être à les persuader de reprendre cette tâche et de la mener à son terme.

**Jean-Claude Casanova**